

21  
mai  
1999

**ENTENTE**

**ENTRE**

**LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC**

**ET**

**LE CONSEIL DES MONTAGNAIS DE  
NATASHQUAN**

**CONCERNANT LE DÉVELOPPEMENT ET  
LA GESTION DES RESSOURCES FAUNIQUES**

*Entente entre le gouvernement du Québec et le Conseil des Montagnais de  
Natashquan*

## ENTENTE RELATIVE AU DÉVELOPPEMENT ET À LA GESTION DES RESSOURCES FAUNIQUES

### ENTRE

Le Gouvernement du Québec, représenté par le ministre responsable de la Faune et des Parcs et ministre délégué aux Affaires autochtones, M. Guy Chevrette, ci-après appelé « le Ministre »,

### ET

Le Conseil des Montagnais de Natashquan, représenté par le chef, M. Antoine Ishpatao, ci-après appelé « le Conseil ».

ATTENDU QUE le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche du Québec et le Conseil de bande de Natashquan ont conclu, le 7 juin 1984, une convention sur la gestion de la rivière Natashquan et que cette entente est toujours en vigueur ;

ATTENDU QUE les parties aux présentes désirent préciser leurs relations quant au développement et à la gestion des ressources fauniques ;

### LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. L'entente entre le Conseil et le Ministre est conclue dans un esprit de coopération, d'harmonisation et de respect de la conservation de la faune, ainsi que pour faciliter davantage le développement et la gestion des ressources fauniques par le Conseil.
2. a) Les parties reconnaissent que la présente entente ne porte que sur le développement et la gestion des ressources fauniques par le Conseil. La présente entente ne constitue pas une entente ou traité au sens de l'article 35 de la *Loi constitutionnelle de 1982* et ne doit être interprétée d'aucune façon comme ayant l'effet d'une abrogation, d'une dérogation, d'une négation ou d'une reconnaissance d'un droit ancestral, d'un droit issu de traité ou d'un autre droit des Montagnais de Natashquan.

*Entente entre le gouvernement du Québec et le Conseil des Montagnais de Natashquan*

- b) La présente entente est conclue sans préjudice à la revendication territoriale globale des Montagnais ni aux négociations en cours ou futures de quelque nature que ce soit ainsi qu'à toutes ententes susceptibles d'en résulter auxquelles les Montagnais de Natashquan pourraient être partie. De plus, elle n'a pas pour effet de limiter la participation du Conseil au développement et à la gestion de la ressource faunique ailleurs au Québec.
- 3. Par la présente entente, comme le prévoit l'article 86 de la *Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune*, et nonobstant l'article 86.1, le Conseil exerce sans frais et sans la nécessité de signer le formulaire de bail habituellement utilisé par le secteur de la Faune et des Parcs, pour la durée de l'entente, et pour des fins d'exploitation de pourvoirie :
  - a) les droits exclusifs de pêche à toutes espèces de poissons dans le secteur 1 identifié à la carte jointe à la présente entente ;
  - b) les droits exclusifs de pêche au saumon dans le secteur 2 identifié à la carte jointe à la présente entente ;
  - c) les droits exclusifs de chasse et de pêche dans les secteurs 3, 4, et 5 identifiés à la carte jointe à la présente entente.

Toutefois, une partie des terres du secteur 3 de la présente entente fait l'objet d'une mise en réserve à des fins de création d'un parc. Le Ministre et le Conseil conviennent qu'advenant que ces terres ou une partie de ces terres soient requises pour la création d'un parc, des discussions se tiendront entre les parties pour déterminer la portée des droits exclusifs qui y seront exercés.

- 4. Dans l'éventualité où le Conseil éprouverait des difficultés d'opération dans ses activités de pourvoirie dans le secteur 2, causées par une forte fréquentation de pêcheurs aux espèces autres que le saumon atlantique anadrome, les parties pourront, après évaluation de la situation, convenir de modifier la présente entente afin d'étendre l'exclusivité de pêche à toutes les espèces de poissons dans le secteur 2.
- 5. Dans le but de participer au développement et à la gestion de la ressource faunique, le Conseil poursuivra ou développera l'activité de pourvoirie dans les secteurs visés par l'article 3.
- 6. La présente entente est une entente au sens de l'article 24.1 de la *Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune*.

7. Le Ministre et le Conseil s'engagent à s'informer de leurs orientations mutuelles concernant la gestion de la ressource saumon et des ressources fauniques, de la ou des pourvoiries concernées et des modalités conséquentes.
8. Le Ministre et le Conseil s'engagent à s'informer et à se transmettre les données scientifiques pertinentes à la connaissance et à la gestion des ressources fauniques des secteurs concernés par la présente entente.
9. Le Conseil s'engage à informer les membres de la communauté innu-montagnaise de Natashquan du contenu et des modalités de la présente entente.
10. Le Conseil identifiera les secteurs concernés par la présente entente en utilisant une signalisation dont la nature sera concertée avec le Ministre.
11. Pour les activités de pourvoirie, le Conseil élaborera un plan de gestion, qui devra prévoir une gestion optimale des ressources fauniques concernées dans une perspective de développement durable. Ce plan inclura, le cas échéant, des prévisions de conservation, de protection, d'exploitation, d'investissements, d'embauche, de mise en marché ainsi que des projections financières s'y rattachant afin d'assurer une saine gestion de la faune sur les secteurs visés par l'entente et de favoriser des retombées économiques optimales. Ce plan sera soumis au Ministre et mis à jour annuellement.
12. Le Conseil s'engage à permettre la pêche sportive par les résidents de Natashquan à un tarif préférentiel selon les modalités et aux endroits prévus par le Conseil dans le secteur 1 identifié à la carte jointe à la présente entente.
13. Les droits et obligations contenus à la présente entente ne peuvent être cédés, en tout ou en partie.
14. Les agents de conservation de la faune et les assistants à la conservation de la faune qui auront été nommés collaboreront aux fins d'assurer la protection de la faune.
15. Dans la mesure des budgets disponibles et autorisés, le Ministre et le Conseil s'engagent à effectuer les recherches scientifiques nécessaires à la connaissance et au suivi biologique des ressources fauniques dans les secteurs concernés par la présente entente.

16. En aucun temps, le Québec ne peut être tenu responsable des dommages corporels ou matériels subis par le Conseil, ses invités, ses employés et les autres usagers du territoire pendant la durée de la présente entente.

17. Aux fins de transmission de documents relatifs à la présente entente, le Ministre désigne le directeur régional de la Faune et des Parcs :

818, boul. Laure  
Sept-Îles (Québec) G4R 1Y8

Le Conseil désigne le chef du Conseil des Montagnais de Natashquan :

Conseil des Montagnais de Natashquan  
Natashquan (Québec) G0G 2E0

18. Les parties conviennent de mettre sur pied un comité de suivi pour assurer la mise en œuvre et la gestion de la présente entente. Le comité sera formé de quatre représentants dont deux seront nommés par le Ministre et deux par le Conseil. Dès la conclusion de l'entente, le comité de suivi est mis sur pied.

19. a) Le Conseil et le Ministre s'engagent à favoriser le règlement des différends découlant de toute question relative à l'interprétation et à l'application de la présente entente dans une perspective de conciliation, de coopération et d'harmonie.

b) En cas de différend, celui-ci doit être soumis au comité de suivi prévu à l'article 18 qui en discute dans les plus brefs délais. Il devra résoudre le différend dans les trente jours qui suivent.

c) Si le comité de suivi ne résout pas le différend à la satisfaction des parties, il est aussitôt soumis au Ministre et au Conseil qui auront soixante jours pour le résoudre.

d) Si le Ministre et le Conseil ne résolvent pas le différend, l'un ou l'autre peut soumettre celui-ci à un tribunal compétent.

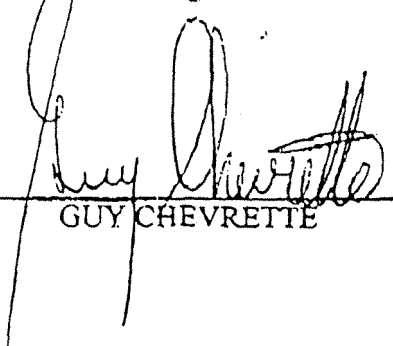
20. L'entente prend effet au moment de sa signature et est valide jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre 2015. Elle se renouvelle automatiquement d'année en année à partir du 1<sup>er</sup> décembre 2015 et pour chaque 1<sup>er</sup> décembre de chaque année subséquente. Toutefois, l'une ou

l'autre des parties peut mettre fin à l'entente dans les 30 jours précédant le 1<sup>er</sup> décembre 2015 ou dans les 30 jours précédant le 1<sup>er</sup> décembre de chaque année subséquente et doit signifier son intention par écrit à l'autre partie. À défaut de donner un avis dans les délais requis, l'entente est reconduite pour un an.

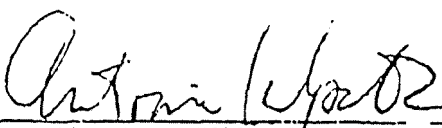
21. L'entente pourra être amendée ou modifiée en tout temps avec le consentement des parties.

En foi de quoi, les parties ont signé en deux exemplaires.

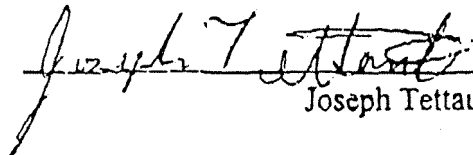
Le ministre responsable de la Faune et des Parcs  
et ministre délégué aux Affaires autochtones

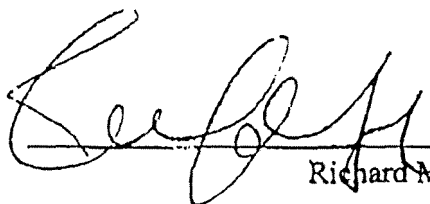
  
GUY CHEVRETTE      Natashquan      21 mai 1999  
Lieu      Date

Le chef du Conseil des Montagnais de Natashquan

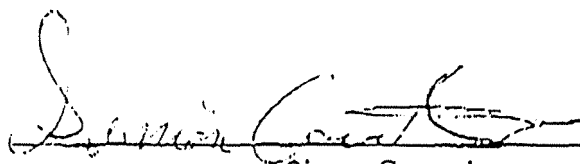
  
ANTOINE ISHPATAO      Natashquan      21 mai 1999  
Lieu      Date


Témoins

  
Joseph Tettaut

  
Richard Malec

Grégoire Kaltush

  
Simon Courtois

  
Pascal Mestokosho

Mathias Mesténapéo

